

M. Fleming:

D. Quel fut le montant des dépenses durant la dernière année financière—1955-1956?—R. Nos prévisions pour 1955-1956 se montaient à \$428,500.

D. Voilà la diminution qui s'en va. On aperçoit quelque chose qui a l'air d'une diminution, mais quand on s'approche pour l'examiner, c'est en fait une augmentation sur les dépenses de l'année précédente. Je ne dis pas cela toutefois pour vous critiquer au sujet de ce crédit.

M. Stick:

D. Quelles sont nos chances de recouvrer cet argent?—R. Je pense qu'elles sont très bonnes, monsieur le président.

D. Après tout, nous dépensons cet argent au nom de la Commission et on a l'impression que la Commission qui nous a envoyés là-bas n'a pas prévu de remboursement. Pourriez-vous nous dire quels arrangements ont été pris pour régler cette affaire? Comment allons-nous recouvrer cet argent?—R. Le Canada et les autres pays membres de la Commission, l'Inde et la Pologne, nous sommes entendus au début pour être chacun responsable du traitement et des allocations du personnel envoyé en Indochine et pour que les autres dépenses soient à la charge générale de l'administration des commissions. Les pays où fonctionnent les commissions... nous nous occupons de quatre entités... le Viet-Nam nord et sud, le Laos et le Cambodge... ne sont évidemment pas en état de supporter des dépenses internationales bien lourdes; en conséquence, les grandes puissances représentées à la conférence de Genève,—le Royaume-Uni, la France, l'U.R.S.S. et la Chine communiste,—se sont chargées de faire des contributions à ce que l'on a appelé un fonds commun. Nous soumettons régulièrement des comptes pour les dépenses autres que les traitements et allocations. Nous avons toutes raisons de croire que nous serons éventuellement remboursés. Au cours des dernières semaines, nous avons reçu les remboursements des premières sommes que nous avions avancées: en août 1954, nous avons fourni \$100,000, tout comme la Pologne et l'Inde. Ils nous ont été remboursés et nous avons bon espoir que les autres sommes aussi nous seront remises, mais ces choses prennent du temps.

D. Combien de temps pensez-vous que la Commission sera là-bas? En avez-vous quelque idée?—R. J'hésiterais à faire une prédiction, monsieur le président. Nous avons hâte soit de réduire les travaux des commissions ou, dans certaines circonstances, d'y mettre fin, à condition que nous soyons assurés que l'ouvrage soit accompli; mais il est difficile de dire quand ce temps viendra.

D. La Commission qui nous a envoyés là et nous a demandé d'y aller pourrait, me semble-t-il, faire davantage. Nous avons dépensé beaucoup d'argent depuis deux ans et tout ce que nous avons reçu est \$100,000.—R. Je n'en pense pas moins qu'une bonne partie des dépenses nous seront remboursées.

M. Fleming:

D. Quelle proportion des dépenses totales sous l'empire des accords de Genève relatifs à l'Indochine est payée par les autres signataires, en comparaison avec les pays du rideau de fer?—R. Nous n'avons pas beaucoup de renseignements sur la façon dont cette affaire est administrée; cela est fait par le Royaume-Uni, la France, l'Union soviétique, la Chine communiste, en plus des quatre pays,—les quatre entités,— d'Indochine, et nous ne sommes pas mêlés de trop près aux arrangements de partage qu'ils ont faits; nous ne pensons pas qu'ils nous intéressent directement.

M. Crestohl:

D. Combien de fois notre personnel est-il relevé ou changé?—R. Le tour de service est d'un an et la plupart des gens trouvent que c'est suffisant.